

Dans son discours de nomination du nouveau gouvernement de la chancelière Angela Merkel le 17 décembre 2013¹, le président allemand, Joachim Gauck, a évoqué en ces mots les défis qui se posent à une Allemagne qui, pour la deuxième fois depuis 2005, est gouvernée par une grande coalition. Les défis concernent les problèmes auxquels le pays est confronté à l'intérieur : le déclin démographique, l'équilibre entre croissance économique et bien-être social pour tous, une formation de qualité pour le plus grand nombre. Ils concernent aussi la place de l'Allemagne en Europe : « Trouverons-nous avec nos partenaires européens les moyens de sortir ensemble de la crise financière et de la dette publique, pour amener notre pays, l'Union européenne et la zone euro sur la voie d'un avenir serein ? ». Et Gauck de conclure sur le rôle européen de l'Allemagne par ces mots : « Son histoire [celle dont on fête des anniversaires en 2014 : l'entrée dans la Première Guerre mondiale il y a cent ans, le début de la Seconde Guerre il y a septante-cinq ans et la chute du mur de Berlin il y a vingt-cinq ans] et son rôle historique imposent à l'Allemagne une responsabilité particulière, celle de construire l'Europe avec ses partenaires — une Union européenne qui défend les valeurs de la paix et de la liberté, les droits de l'homme et l'égalité des chances. »

Ce n'est pas la première fois que le président allemand prend l'Europe comme thème : en effet, le 22 février 2013, il a tenu un discours sur les perspectives de l'idée européenne dans sa résidence berlinoise, le château Bellevue, intitulé : « L'Europe : renouveler la confiance, renforcer les liens² ». Ce discours partait du constat d'insatisfaction générale à l'égard de l'Europe : en ce qui concerne les Allemands, ils redoutent notamment d'avoir à payer la facture de la crise financière et, comme nombre de citoyens d'autres pays européens, voient d'un œil méfiant

1 Voir « Bundespräsident Joachim Gauck bei der Ernennung des Bundeskabinetts am 17. Dezember 2013 » in *Schloss Bellevue* sur <http://bit.ly/1l0nyfQ> (consulté le 18 décembre 2013).

2 <http://bit.ly/1esvmcH> (consulté le 1^{er} septembre 2013). Il ne s'agit pas du seul discours portant sur l'Europe au cours des douze derniers mois, comme on peut le lire sur le site du président de la République fédérale d'Allemagne reprenant l'ensemble de ses allocutions.

ce qui a trait à la technocratie européenne. Cela dit, Gauck estime l'approfondissement de l'UE nécessaire : d'un côté, elle apporte de nombreux avantages économiques et sociaux ; de l'autre, elle est l'expression, au-delà de la diversité, d'une unité culturelle, liée à son histoire faite d'échanges (et malheureusement aussi de conflits) et à son « canon de valeurs essentiellement intemporel qui nous unit à deux niveaux, en tant qu'attachement et en tant que programme³. » Ce discours se présente d'ailleurs comme une croisade pour la défense de ces valeurs de liberté et de tolérance, lesquelles ouvrent la voie, selon lui, vers une *res publica* européenne. C'est à cette dernière que s'adresse principalement le discours de Gauck souhaitant davantage de communication (entre autres grâce à des médias tels que Arte) entre les espaces publics nationaux, la promotion du multilinguisme dans de larges groupes de population, la création d'une « agora européenne, un espace commun pour le vivre ensemble démocratique⁴ ».

Ce discours est-il représentatif de l'opinion générale dans la société allemande, du paysage des partis allemands lors de la dernière campagne électorale et de l'orientation politique esquissée par le nouveau gouvernement dans son accord de coalition ? C'est à cette question comportant trois volets que les articles de ce dossier apportent une réponse. À partir notamment de l'analyse de l'argumentaire de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, Christophe Majastre, politologue au Crespo de l'université Saint-Louis Bruxelles, montre comment la critique du manque de démocratie au sein des institutions européennes conduit à une forme de relégitimation de la référence nationale identitaire. En tant que politologue, directrice du programme « relations franco-allemandes » dans le *think tank* DGAP (Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik), Claire Demesmay oppose le consensus des grands partis allemands autour de la question européenne au défi représenté par le nouveau parti allemand anti-européen Alternative für Deutschland (AFD). Elle revient également sur le peu d'attention accordée à l'Europe dans la campagne électorale de même que sur l'approche technique, menée par la chancelière, de la crise en Europe. Enfin, Benoît Lechat, familier de la politique européenne par son activité de rédacteur en chef du *Green European Journal*, met en contraste, d'un côté, la frilosité des politiques allemands à l'égard d'une Europe davantage solidaire sur le plan économique et financier — notamment l'Union bancaire — et, de l'autre, l'europhilie d'intellectuels allemands majeurs tels qu'Ulrich Beck et Jürgen Habermas prônant plus de fédéralisme démocratique au sein de l'UE.

³ *Ibid.*, p. 6.

⁴ *Ibid.*, p. 12.

Si on peut souhaiter au nouveau gouvernement, formé après quatre-vingt-cinq jours que « vogue le navire », il est certain que sans une Europe forte et solidaire, il coulera à terme. Et ce n'est pas l'excédent budgétaire allemand, critiqué tant par l'UE que par le Trésor américain, qui le sauvera, aussi en raison du fait de l'anémie de la demande intérieure liée, entre autres, à la rigueur salariale et à l'accroissement de la pauvreté⁵.

D'où une dernière question au-delà des admonestations à davantage d'austérité : l'Allemagne fait-elle encore rêver ? Non, si, pour la Belgique, on considère les flux touristiques vers le voisin d'outre-Rhin, la ville de Berlin mise à part. Mais n'en est-il jamais allé autrement ? Une carte postale datée du 31 juillet 1959, découverte dans la correspondance de feu mon père et illustrant la maison natale de Goethe à Francfort-sur-le-Main, exprime l'expérience allemande d'un allochtone belge de la façon suivante : « À part cela [Francfort comme centre d'occupation de l'armée américaine], les Allemands sont les Allemands, langue horriblement difficile et cuisine... Il vaut mieux ne pas la qualifier. » Certes, les clichés peuvent avoir la vie dure, et entre-temps les relations belgo-allemandes s'être fortement intensifiées de façon à être présentées comme « une histoire à succès⁶ », force est de constater néanmoins que les échanges sont plus intenses au nord qu'au sud du pays : cela s'explique principalement pour des motifs économiques, mais aussi par des raisons linguistiques. Non, l'Allemagne ne fait pas rêver si, pour les discounts alimentaires comme Lidl ou Aldi, on s'interroge sur les conditions de travail des employés et ouvriers, en particulier chez leurs sous-traitants. Le bilan est rarement positif pour la plupart d'entre eux. La richesse de quelques-uns a donc un coût pour des milliers d'autres sans parler des effets sur l'environnement ou sur la qualité des aliments au point d'ailleurs que, selon le témoignage du célèbre journaliste allemand d'investigation, Günther Walraff, certains ouvriers d'une usine de fabrication de petits pains pour les supermarchés Lidl dans le Hunsrück ne souhaitent point en manger eux-mêmes⁷.

Oui, l'Allemagne peut encore faire rêver ses voisins de l'Ouest, qu'ils soient Belges ou Français, par sa capacité, tel un Phœnix, à renaître de ses cendres. Certes, ce rêve n'évoque pas tant aujourd'hui le miracle économique allemand qui a suivi la Seconde Guerre mondiale que sa force de résistance face aux tourments de la zone euro. *Der Standort Deutschland*, l'Allemagne

5 Voir notamment M. Charbel et A. de Tricornot, « Les excédents allemands sont-ils un problème ? », *Le Monde*, 16 novembre 2013.

6 La brochure *Les rapports économiques belgo-allemands - une histoire à succès* (2011), publiée par l'ambassade d'Allemagne à Bruxelles, présente les échanges de manière globale, abstraction faite des régions et des communautés. Voir <http://bit.ly/110ptB3>.

7 Voir Günther Walraff, *Parmi les perdants du meilleur des mondes*, La Découverte, 2010 (traduit de l'allemand).

comme un pôle de production industrielle, qui a freiné la tertiarisation de son économie, et comme un tissu dynamique et décentralisé de PME, tel est le motif qui inspire⁸. Il inspire encore ses deux voisins, moins touchés par le recul des naissances, par un élément clé qui concerne la jeunesse : la formation duale, *die duale Ausbildung*. Cette formation professionnelle, qui associe harmonieusement apprentissage en entreprise et acquisition de savoirs théoriques à l'école, devient presque le nouveau « sésame » de la lutte contre le chômage des jeunes⁹. La rubrique « Le livre du mois », dans ce même numéro de *La Revue nouvelle*, consacrée à l'ouvrage de Guillaume Duval, *Made in Germany*, revient sur ce thème, et d'autres, sous la forme d'un bilan instructif. Ce livre sort, en effet, des sentiers battus dans l'analyse des raisons de la puissance du voisin allemand.

Donc, au plan européen, l'Allemagne a encore bien des atouts, qui se situent également dans son avance en matière d'énergies renouvelables, pour autant qu'elle veuille coopérer avec ses partenaires en vue d'une Europe forte économiquement et socialement. ■

GENEVIÈVE WARLAND

8 Voir notamment Guillaume Duval, *Made in Germany. Le modèle allemand au-delà des mythes*, Seuil, 2013. Un compte rendu de ce livre se trouve dans ce numéro.

9 Voir, par exemple, Emmanuel Martin, *Apprentissage des jeunes en Allemagne – l'exemple vertueux d'une gestion par les entreprises et non l'État*, Institut de recherches économiques et fiscales, 15 novembre 2013 (<http://bit.ly/1dqyzUS>).